



Union des Villes et
Communes de Wallonie asbl
Fédération des CPAS



ASSOCIATION
DE LA VILLE ET
DES COMMUNES DE LA
REGION DE
BRUXELLES-CAPITALE
SECTION CPAS



AFDELING
OCMW'S



Vos ref.:

Nos ref.: ern/rs/maw/cb/06-287/b

Vos corresp.: (UVCW) Christophe ERNOTTE 081.24.06.50
(VVSG) Ruth STOKX 02.211.55.27
(AVCB) Marie WASTCHENKO 02.238.51.56

Annexe(s):

Monsieur Christian DUPONT,
Ministre de l'Intégration sociale et de l'Egalité
des Chances
Rue de la Loi, 51 (6è et 7è étages)

1040 BRUXELLES

Bruxelles, le 4 avril 2006

Monsieur le Ministre,

**Concerne: "Abolir la pauvreté: une contribution au débat et à l'action politiques".
Rapport de décembre 2005 du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité
et l'exclusion sociale.**

Nos trois Fédérations de CPAS ont examiné le rapport précité et tiennent à vous communiquer leurs remarques et propositions concernant plusieurs thématiques essentielles pour les CPAS et sur lesquelles le Gouvernement doit, à notre estime, accorder une priorité toute particulière.

Si nos remarques et propositions ne concernent pas tous les sujets visés par les 76 résolutions, cela ne préjuge en rien de la pertinence d'autres résolutions contenues dans ce rapport.

1°) Agir en connaissance de cause (Orientation I)

Les CPAS sont fréquemment sollicités de la part de différents acteurs dans le cadre de récoltes de données, tant qualitatives que quantitatives.

Au-delà des différentes pistes présentées dans le rapport, les CPAS attirent l'attention sur le fait qu'il faut impérativement garantir que les données qu'on leur demande de communiquer soient:

- non nominatives,
- collectées dans le respect du secret professionnel,
- et surtout ***dans le respect des capacités des CPAS à fournir des données.***

Par ailleurs, nous plaillons pour que soient favorisées *des statistiques "par genre"*.

La récolte et le suivi de données et de statistiques sont essentiels pour mener une bonne politique en matière de lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi déjà en 2003, nos associations réclamaient dans le cadre de leur mémorandum fédéral la création, en collaboration avec les 3 Sections CPAS des Unions des Villes et Communes, d'un *service d'étude commun*, financé par l'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes.

Afin de pouvoir comparer les chiffres de tous les CPAS, il y aurait lieu également d'établir et d'imposer des *normes uniformes* et de prévoir une collaboration entre toutes les autorités concernées.

2°) Garantir un revenu qui permet de faire des projets de vie (Orientation II)

Il est évident que le montant actuel du revenu d'intégration ne permet pas de vivre une vie conforme à la dignité humaine. *Ce montant doit être augmenté.*

A côté des différentes pistes visant à agir sur le montant et la régularité du revenu ainsi que l'autonomie que ce revenu doit procurer aux personnes, nous tenons à rappeler notre préoccupation concernant *les pièges à l'emploi*.

3°) Lutte contre le surendettement (Orientation II, résolution 8)

Le surendettement demeure un fléau dont l'évolution est inquiétante: loin du cliché "consommateur irresponsable", nombreux sont les acteurs de terrain qui rapportent que les dettes touchent de plus en plus des besoins vitaux de l'existence. Lutter contre le surendettement implique d'abord de *lutter contre ses causes*; à savoir, l'insuffisance de certains revenus et l'inaccessibilité financière accrue des droits fondamentaux comme le droit à la santé, le droit au logement, en ce compris l'énergie, le droit à l'enseignement, etc.

Il est clair que la *prévention* est un des premiers outils pour lutter contre le surendettement. Dans ce cadre, la centrale positive du crédit a permis des avancées remarquables mais ceci n'a malheureusement pas empêché une recrudescence des crédits et de l'endettement essentiellement due aux ouvertures de crédits de grandes surfaces commerciales, aux notes de GSM et à des publicités agressives.

Les *services de médiation de dettes* partagent ce constat: il leur est de plus en plus difficile d'accorder rapidement un rendez-vous à des personnes angoissées et aux abois, et de longues listes d'attente se créent. Les dossiers en matière de règlement collectif de dettes ou en matière de crédit à la consommation nécessitent aussi une aide administrative (notamment pour la rédaction des requêtes) et un examen juridique de plus en plus pointu.

L'autorité fédérale a pris un certain nombre de mesures qui témoignent de la prise en compte croissante de cette problématique : la mise sur pied du Fonds de traitement du surendettement et de la Centrale positive des crédits; les changements de la réglementation en matière de faillite; la loi confiant aux CPAS une mission de guidance et d'aide sociale financière en matière d'énergie, ...

Néanmoins, la lutte contre le surendettement doit être et rester une priorité.

Dans le cadre des situations de surendettement qu'ils rencontrent, les CPAS souhaitent pointer plus particulièrement plusieurs problèmes:

- Le **fonds de traitement du surendettement** dispose de fonds largement insuffisants¹ pour assumer sa mission. Le nombre de dossiers n'a cessé d'augmenter bien au-delà des prévisions. Il faut donc refinancer le Fonds de traitement du surendettement. Même si la Ministre en charge de la Protection de la Consommation prévoit d'augmenter les moyens de 50 % ainsi que des mesures pour élargir l'assiette dans le budget 2007²; il est clair que le nombre de dossiers ne fera qu'augmenter et que ce refinancement s'avère d'ores et déjà insuffisant. Il faut donc que le Gouvernement adapte les moyens aux besoins mais aussi permette, par cette augmentation, le financement des campagnes d'information et de prévention.
- Il faut mieux encadrer légalement les ouvertures de crédits offertes par les grandes surfaces commerciales, l'accumulation de dettes en matière de téléphonie ainsi que les publicités mensongères et/ou agressives.
- Par ailleurs se pose la question des ouvertures d'un compte géré à la demande d'un avocat médiateur voire du juge. Dans de nombreux règlements collectifs de dettes où le CPAS n'est pas désigné comme médiateur, de plus en plus d'avocats médiateurs de dettes se déchargent du suivi social du dossier en exigeant de la personne qu'elle demande l'ouverture d'un compte géré par le CPAS. Alors que l'avocat-médiateur perçoit les honoraires, le CPAS se voit imposer l'ouverture d'un compte géré et l'accompagnement social qui doit aller avec, ce qui, en termes de travail social, pose question mais surtout augmente, et risque d'augmenter à l'avenir si cette tendance se confirme, considérablement la charge de travail du Service d'Aide Individuelle du CPAS, sans subventionnement particulier.
- Les CPAS sont très régulièrement confrontés à des situations où les revenus des personnes font l'objet de saisies en cas de **non-paiement d'une pension alimentaire**. Le débiteur alimentaire dont le revenu (salaire, allocation de chômage, ...) est intégralement saisi n'a souvent d'autre choix que de s'adresser au CPAS pour demander une aide financière.

Les CPAS entendent insister plus spécifiquement sur le fait qu'il y a lieu aussi en termes de prévention:

- d'assurer **l'insaisissabilité partielle** des revenus lors de non-paiement de pensions alimentaires et d'activer la **délégation automatique des sommes** lors des jugements accordant une pension alimentaire;
- de faciliter la **révision des pensions alimentaires**. Le juge qui établit la pension alimentaire doit en tout cas pouvoir revoir sa décision quand la saisie a comme conséquence que la personne intéressée reçoit un montant qui est en dessous du montant du revenu d'intégration afférent à sa catégorie.

¹ En 2005, les recettes du Fonds étaient de l'ordre de 2.670.000 euros pour des dépenses de 4.200.000 euros (dont 4.070.000 euros pour le paiement des médiateurs) sans moyens financiers pour de la prévention par campagne d'information.

² Q.-R. Chambre du 8.3.2006, doc CRABBV 51 Com 882.

Nous insistons aussi sur *la piste 4 concernant les huissiers de justice*. En effet, les CPAS confirment que trop souvent certains huissiers s'acharnent à multiplier des interventions inutiles et abusives à l'encontre de personnes qui ne peuvent manifestement pas rembourser leurs créanciers.

Enfin, en ce qui concerne le service bancaire, les CPAS déplorent le coût que font supporter les banques aux usagers pour la délivrance d'une attestation prouvant que le compte appartient bien à la personne.

4°) Accompagner vers l'autonomie (Orientation IV)

La piste 1 de la résolution 16 concerne l'introduction d'une norme de personnel.

Le rapport précise que le temps apparaît comme un facteur déterminant, tout au long de la relation entre l'ayant droit et le travailleur social: écouter le demandeur, saisir ce qu'il veut dire, l'aider à formuler sa demande, l'informer sur les conditions et les procédures d'octroi, élaborer un projet, négocier un contrat... Toutes ces étapes exigent du temps, lequel, selon de nombreux assistants sociaux, est de plus en plus compté, notamment au sein des CPAS.

Il faut absolument agir pour créer dans tous les CPAS les conditions nécessaires pour faire un travail social de qualité. Cela passe notamment par *le financement par l'Etat du personnel nécessaire* pour assumer les missions confiées aux CPAS.

Dans un échange de vues³ au Parlement, le Ministre de l'Intégration sociale a déclaré que *"l'instauration de normes de qualité et de normes en matière de personnel est envisagée. Les frais d'encadrement seront graduellement augmentés."*

Si les CPAS sont incontestablement demandeurs de l'instauration de normes de qualité et d'un financement adéquat pour engager le personnel nécessaire pour assurer leurs missions, nous demandons néanmoins que l'instauration de ces normes de qualité et de personnel ne se fasse pas sans avoir obtenu les résultats de l'étude que vous avez commanditée et annoncée déjà en 2005.

5°) Soutenir les parents dans l'exercice de leurs responsabilités (Orientation V)

Les résolutions reprises dans ce chapitre nous semblent importantes. Particulièrement la *résolution 24 qui concerne les politiques d'accueil*.

Par ailleurs, les CPAS tiennent à plaider une nouvelle fois pour que soient revues les dispositions de la loi du 2 avril 1965, lesquelles ne permettent pas à l'heure actuelle d'obtenir la moindre subvention de l'Etat pour les multiples aides accordées par les centres publics d'action sociale en faveur des enfants belges. Un *soutien de l'Etat fédéral* dans le cadre de ces aides octroyées par les CPAS est indispensable.

³ Doc Ch. des Rep., 2291/001 du 15.2.2006, p. 7.

6°) En matière d'enseignement (Orientation VI)

De manière générale, nous plaidons pour que l'enseignement *informe et sensibilise à la différence*.

Nous plaidons également pour que, tant à l'école que dans les autres secteurs, soit rejetée toute forme de stigmatisation. Ce souci *d'éviter la stigmatisation* doit être pris en compte partout et dans toutes les initiatives.

7°) Mener des politiques de logement durable (Orientation X)

Le rapport énonce, dans sa résolution 51 sous le titre "introduction des outils de régulation des loyers privés", un certain nombre de pistes qui, aux yeux des CPAS – confrontés chaque jour avec la difficulté pour les plus faibles de disposer d'un logement décent à un prix décent – doivent être menées d'urgence et de manière complémentaire.

Tous les pouvoirs doivent agir de concert pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 23 de la Constitution.

Les CPAS demandent que des mesures soient prises pour *garantir l'accès à un logement décent* aux personnes disposant de faibles revenus.

Au-delà de mesures fiscales adéquates, les pistes suivantes nous semblent devoir être examinées:

- L'enregistrement du bail devrait être gratuit et mis en œuvre à l'intervention de tout intervenant y compris social; il pourrait même se réaliser à l'initiative de la commune par courriel lors du changement de résidence.
- L'évolution du loyer ne devrait pas être possible sans limite en cas de changement de locataire; le loyer et son évolution devraient être déterminés en fonction des caractéristiques du bien. Les caractéristiques permettant d'objectiver le loyer devraient être recensées par tout intervenant relevant d'une autorité publique qui visite un bâtiment mis en location.

En ce qui concerne l'aide locative, force est de constater que les CPAS apportent déjà, par différents biais et dans des cas ponctuels, une aide locative dans le cadre de l'aide complémentaire aux bénéficiaires du revenu d'intégration: garantie locative, premier loyer, aide locative pour la prise en charge de frais liés au logement, aide locative régulière, ...

Les CPAS constatent, de plus, que des allocataires sociaux sont confrontés à des difficultés similaires à celles rencontrées par les bénéficiaires du revenu d'intégration.

Les CPAS demandent, aux différents pouvoirs, d'apporter les aides locatives nécessaires. Ces aides locatives doivent cependant impérativement être *liées à une transparence et à un encadrement des loyers* réclamés.

Au niveau de l'Etat fédéral:

- l'Etat fédéral doit mettre en œuvre un Fonds de garantie locative; il doit aussi créer un Fonds unique pour l'aide en matière d'énergie;
- il doit veiller à ce que la sécurité sociale ne favorise pas les isolés fictifs et donc les logements "boîtes aux lettres"; en effet aujourd'hui la pénalisation de la cohabitation et les questions relatives à l'individualisation des droits peut provoquer des attitudes de recherche de revenus supplémentaires par diverses fraudes;
- il doit tirer rapidement des conclusions des expériences des Commissions paritaires locatives chargées de fixer des critères objectifs pour la fixation des loyers.

8*) Le financement des CPAS

Dans le cadre de l'Orientation IV (Des pistes spécifiques au CPAS), la résolution 19, piste 2, vise *l'augmentation de la part de l'intervention fédérale dans le revenu d'intégration*.

Cette augmentation de l'intervention de l'Etat fédéral dans le revenu d'intégration nous semble indispensable.

Les Unions des Villes et des Communes demandent un remboursement du revenu d'intégration à hauteur de **90 % pour tous les CPAS**, quel que soit le nombre d'ayants droit dans la commune, tandis que des associations souhaitent que le revenu d'intégration soit entièrement pris en charge par l'Etat fédéral.

Pour atteindre cet objectif, les Fédérations de CPAS proposent:

- de commencer par augmenter de 10 % en deux ans la contribution de l'Etat dans le revenu d'intégration;
- de prévoir dès à présent un remboursement à 90 % de l'aide accordée aux étudiants.

Par ailleurs, ce rapport plaide dans sa piste 3 pour qu'il soit tenu compte des frais d'encadrement ainsi que des frais matériels et d'infrastructure pour déterminer la subsidiation fédérale.

9*) Mettre fin aux transferts de charges

Au-delà des propositions contenues dans le rapport, nous tenons à attirer une nouvelle fois l'attention sur la problématique des transferts de charges.

Un exemple d'actualité: l'arrêté royal du 22 mai 2005 qui a modifié l'article 124 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant augmentation du chômage, et qui remet **à charge des CPAS** et donc des communes, **les jeunes de 25 ans et plus** bénéficiaires d'allocations de chômage d'attente.

Nous demandons un **relèvement sans délai de toute allocation** relevant de la sécurité sociale dont le montant est inférieur au revenu d'intégration.

Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres. Les transferts de charges vers les CPAS (et donc vers le niveau local) sont malheureusement de plus en plus nombreux.

Nous insistons pour qu'une attention toute particulière soit consacrée en permanence à cette problématique.

Nous vous remercions pour l'attention que vous ne manquerez pas de réserver à la présente.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

Claude EMONTS,
Président de la Fédération
des CPAS de l'Union
des Villes et Communes
de Wallonie

Michel COLSON,
Président de la Section CPAS de
l'Association de la Ville et des
Communes de la Région de
Bruxelles-Capitale

Monica DE CONINCK,
Voorzitter van de Afdeling
OCMW's van de Vereniging van
Vlaamse Steden en Gemeenten

Copie de la présente est envoyée aux

- *Premier-Ministre;*
- *Vice-Premiers Ministres;*
- *Ministre de la Protection de la Consommation;*
- *Président du SPP Intégration sociale;*
- *Centre pour l'Egalité des Chances.*